

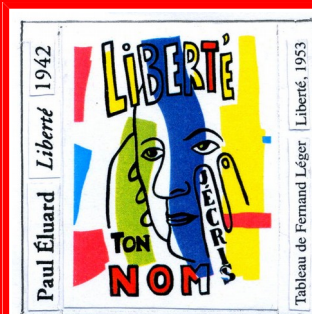
PCF

Parti
Communiste
Français

Expression Citoyenne des Communistes
du Causse de Gramat

L'Indigné

Avril 2016



«A l'instant où le peuple esclave décide qu'il ne sera plus esclave, ses chaînes tombent ! » GANDHI

« Rallumer tous les soleils » - Jean Jaurès.

Mr Hollande a trahi toutes ses promesses électorales.

Son mandat est marqué par la réforme territoriale qui menace les services publics et les bases de notre République, le pacte solidarité qui confère encore plus d'avantages fiscaux aux entreprises, la loi Touraine qui vise à privatiser le système de soins, la loi Macron et son libéralisme débridé, et maintenant la loi El Kohmri qui prévoit le démantèlement du code du travail !

La politique du gouvernement Valls bafoue tous les droits sociaux durement conquis au cours des longues luttes ouvrières du XXème siècle.

Cette politique n'est pas une politique de gauche! C'est une politique de droite !

Partout, la révolte gronde : les enseignants, les agriculteurs, les professionnels de santé, les transporteurs, les taxis, les étudiants se relaient dans les rues depuis des mois, levant le poing et brandissant des drapeaux rouge sang. Toutes ces forces dispersées se révoltent au nom de valeurs de Gauche et Humanistes: lutte contre les injustices sociales, la précarité, pour accès pour tous à l'emploi, à l'éducation, à la santé, au logement, pour la dignité humaine tout simplement.

Aujourd'hui plus que jamais, le Peuple, le monde du travail ont besoin de réponses de Gauche. Quand le gouvernement tire sur le Peuple à coups de 49.3, quand il le spolie de ses libertés au nom de l'état d'urgence, le Peuple doit entrer en résistance !



Sous la pression citoyenne (peuple uni et aussi élus locaux) des reculs sont perceptibles notamment pour l'état d'urgence et la déchéance de nationalité mais aussi sur la réforme territoriale. D'autres reculs du gouvernement Valls sont à portée de main.

Les électeurs de Gauche sont des millions : communistes, syndicalistes, militants associatifs... Nous pouvons, ensemble, construire un avenir meilleur, respectueux de la dignité humaine, et enfin rallumer tous les soleils !

1+1+toi+moi+...=c'est notre force

Rejoignez-nous sur Facebook à la page « L'Indigné du Causse »

Crise agricole : les raisons de la colère.

Alors que les profits des groupes de la grande distribution atteint des sommets, les agriculteurs français sont en grande difficulté.

L'ensemble des filières d'élevage subit la chute des prix. Les producteurs de lait sont rémunérés moins de 30 centimes d'€ par litre. Le kilo de porc est acheté à 1€ le kilo au producteur, alors qu'il se vend entre 5 et 10 € le kilo à l'étalage !

Selon la Mutualité Sociale Agricole, 15 % des exploitations ont un revenu de moins de 300€/mois ! Les cessations d'activité par dépôt de bilan se multiplient. Alors qu'ils s'engagent de plus en plus dans la transition écologique et le « manger sainement », les agriculteurs sont de moins en moins nombreux.

Avec leur devenir se jouent pourtant l'indépendance alimentaire de notre pays, et la qualité de ce que nous trouvons dans nos assiettes.

En réponse, le gouvernement a annoncé le 27 janvier 2016 le déblocage de 290 millions d'euros au titre de plan de soutien à l'élevage. Mais les syndicats dénoncent que les éleveurs ne voient pas la couleur de ces aides conjoncturelles, au demeurant insuffisantes. Le report

de cotisations sociales proposé par ailleurs conduira à un déficit de financement de la MSA et du système de retraite !



Les revenus agricoles sont trop bas, et il devient urgent de mettre en œuvre proposer de vraies solutions :

encadrer les marges abusives de la grande distribution ; favoriser des circuits courts ; protéger les producteurs des aléas climatiques, économiques et sanitaires à travers un système démocratique et solidaire d'assurance calamités ; condamner l'exploitation de travailleurs détachés ; conquérir de nouveaux droits sociaux pour les travailleurs de l'agriculture.

Evasion fiscale

De 60 à 80 milliards d'euros par an !

Il est temps de se donner véritablement les moyens d'agir

Auditionné ce jour par la Commission des Finances du Sénat, le Directeur des Finances Publiques n'a pu que confirmer les lacunes dont souffre encore aujourd'hui sa propre administration pour agir avec efficacité contre la fraude fiscale de grande ampleur. Victime des suppressions massives de postes opérées depuis plus de vingt ans, et malgré la « dématérialisation » d'un grand nombre de procédures, l'administration fiscale de notre pays ne dispose pas des moyens suffisants pour effectuer les nécessaires contrôles dans les sociétés en matière de fiscalité, de TVA et de cotisations sociales. Alors même que 60 à 80 Mds d'euros de recettes fiscales et sociales sont perdus chaque année du fait de la fraude, les résultats de l'action de l'administration fiscale doivent encore se contenter de la récupération partielle de 19,3 Mds de droits et pénalités, soit 1,3 Md d'euros de plus que l'année précédente.



Il est temps de sanctuariser les effectifs du contrôle fiscal, de déployer pleinement les moyens de réduire cette injustice devant l'impôt que constitue la fraude fiscale ! Il est temps que les salariés et leurs syndicats disposent d'un droit de regard sur les comptes de leur entreprise. C'est l'objet de la proposition de loi du groupe communiste républicain et citoyen .